

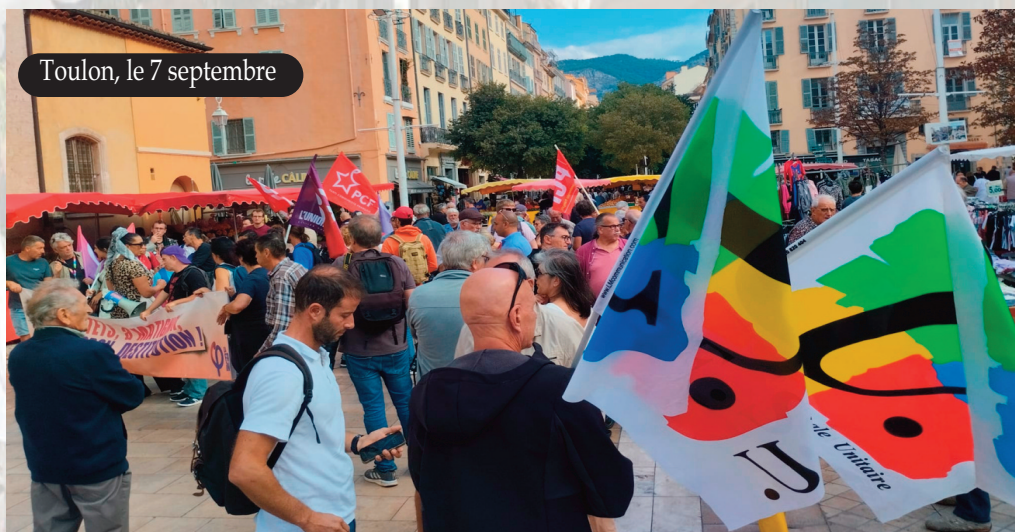
FSU

83

ISSN 1282-6553

N°110

Fédération Syndicale Unitaire VAR



Urgence sociale et démocratique !

Après un été passé dans la confusion et le cafouillage au sein du gouvernement, le président Macron a tranché : malgré une cuisante défaite, il opte pour la nomination d'un Premier ministre encore plus libéral que les précédents et sous tutelle de l'extrême droite !

Ce déni de démocratie est accompagné par le maintien des réformes lancées plusieurs mois auparavant dans l'éducation nationale alors que chercheurs et acteurs sur le terrain sont vent debout devant ce choc des savoirs rétrograde et stigmatisant.

Il y a pourtant urgence à réinvestir pour remettre l'ensemble des services publics sur les rails, urgence à allouer des moyens humains et matériels conformes aux besoins dont ils devraient disposer.

Après des années de casse, de destructions d'emplois et de réformes injustes, nous devons toutes et tous im-

poser un rapport de force pour inverser la tendance. La FSU revendique l'abrogation de la réforme des retraites, des moyens pour les services publics, une véritable augmentation des salaires et des pensions, liste non exhaustive !

Et pour cela, la FSU se mobilise tout au long du mois de septembre pour déboucher sur une mobilisation d'ampleur, public - privé, le 1er octobre, au moment du vote du budget. La rentrée 2024 peut et doit être celle où le monde du travail impose par ses mobilisations la nécessité d'emprunter d'autres chemins.

Alain TOURNAY
Secrétaire général de la FSU du Var
Le 26 septembre 2024

SOMMAIRE-

- p 2 : Education.
- p 3 : Entrevue avec des stagiaires du 1er et du 2nd degrés.
- p.4-5 : Se syndiquer à la FSU
- p 6 : Retraité.e.s.
- p 7 : Congrès de la FSU.
- p 8 : Conférence gesticulée.

Juillet, Août, Septembre

2024

Trimestriel N° 110

Directeur de la publication

Alain Tournay

N° de commission paritaire :

0922 S 05032

Perfectmix

06270 Villeneuve-Loubet

Prix au numéro 0,76

Une rentrée 2024 bien morose !

Avec la nomination de Michel Barnier, Emmanuel Macron se voit décerner, sans contestation possible, la médaille d'or du déni démocratique. À l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas le nom du futur ministre de l'Éducation nationale mais nous pouvons largement imaginer la politique qu'il ou elle mettra en œuvre. Après sept années de macronisme, le bilan est édifiant : manque de personnels dans tous les corps de l'EN, crise du recrutement, absence de revalorisation salariale conséquente, politique d'inclusion défaillante, éducation prioritaire réduite à la portion congrue... L'espoir d'un changement de politique, vu le nouveau Premier ministre, s'est éteint. Le nécessaire rattrapage salarial (la seule réponse du gouvernement au décrochage de 20% de notre pouvoir d'achat depuis 2010 avec le gel du point d'indice ayant été le PACTE, « travailler plus pour gagner plus »), la crise d'attractivité (3 185 postes non pourvus aux concours) et la dégradation des conditions de travail restent au cœur des préoccupations. L'académie de Nice et notre département du Var sont dans les tréfonds du classement quant aux dotations de personnels. Pour pallier la crise de recrutement, l'État recrute massivement de contractuel-les dans le 1er et le 2nd degré, confirmant la volonté du gouvernement de détruire la fonction publique.

Dans le 1er degré, cette rentrée ne pouvait être que morose : choc des savoirs qui se met en place avec notamment la passation des évaluations nationales du CP au CM2, groupes de niveaux rebaptisés « besoins » en français et mathématiques en 6e/5e, symboles d'une école plus normative, sélective et inégalitaire, bien loin de l'école émancipatrice !

Dans le Var, lors du CSA-SD le 30/08 sur le 1er degré, la DSDEN a annoncé 32 démissions + 13 ruptures conventionnelles en 2023/24, c'est énorme ! Il manquerait à minima 280 AESH (4 125 élèves ayant une notification) et le manque de places en IME-ITEP reste criant !

Dans ces conditions, l'école inclusive ne peut être une réussite et augmente la souffrance des élèves à Besoins Éducatifs Particuliers mais aussi de nos collègues. De plus, alors que plus d'une trentaine d'écoles varoises ont fait leur rentrée avec des effectifs très chargés (souvent à plus de 28 en cycle 3 pour respecter au mieux les 24 en cycle 2), seulement 5 ouvertures + 2 maîtres surnuméraires dans 2 écoles ont été validés par la DSDEN.

Enfin, la pénurie d'enseignant-es, titulaires et formé-es, augmente : 192 contractuel-les recrutées depuis juillet dans la 1er degré, ayant « bénéficié » de 2 jours de formation quand un fast-food célèbre en offre 5 à ses salarié-es ! Quel mépris pour notre métier !

Dans le 2nd degré, en 7 ans, 8 865 emplois d'enseignant-es ont été supprimés pour 7 441 élèves en plus, dégradant toujours plus les conditions d'enseignement et de travail des personnels. Il faudrait 10 617 emplois pour retrouver le taux d'encadrement de 2017 ! Pour faire appliquer ces suppressions d'emplois, le DASEN a « optimisé » les capacités des classes. Aujourd'hui en collège, la norme des effectifs est de 29/30 élèves (et même 31 !). Les lycées ont des classes à 36 élèves, voire 37/38 (idem en spécialités/options). À cela

s'ajoute parfois l'inclusion d'élèves en situation de handicap, qui ne peut se faire qu'avec des effectifs de classe réduits. La FSU revendique donc un effectif maximal de 24 en collège (20 en éducation prioritaire).

Les vies scolaires restent sous-dotées, en emplois CPE comme AED. La dotation en AED a même baissé cette année dans presque tous les établissements ! CPE, AED, AESH, infirmier-es scolaires, PSYEN, secrétaires, assistant-es sociales, il est urgent de recruter davantage !

Depuis 5 ans, la réforme du lycée a entraîné baisse des moyens et creusement des inégalités sociales et de genre avec le soi-disant « libre choix » de spécialités. La FSU continue d'exiger l'abandon de cette réforme et du bac Blanquer, comme des réformes en lycée professionnel, et enfin de Parcoursup.

En lycée professionnel l'inquiétude prédomine avec la future généralisation des classes « prépa 2nde », la période différenciée en terminale Bac Pro (perte de 4 semaines de cours) et la transformation de la carte des formations élaborée uniquement sous le prisme des besoins immédiats des entreprises. 25% des postes ouverts au CAPLP ne sont pas pourvus : là encore, recours massif aux contractuel-les dans l'urgence et sans réelle formation.

La FSU exige que l'argent mis dans le PACTE et l'apprentissage soit réinvesti pour redonner les heures disciplinaires perdues, augmenter les dédoublements et les salaires.

Face à ces conditions de rentrée encore plus dégradées, au manque d'enseignant-es, aux réformes délétères dans le 1er et le 2nd degré, la FSU garde le cap : obtenir de meilleures rémunérations, améliorer les conditions de travail et relever le défi de services publics de qualité pour tou-tes !

Pour toutes ces raisons, mobilisons-nous lors de la prochaine journée d'action intersyndicale le 1/10 !

Christian PETIT
Dominique QUEYROULET
Frédéric ROGER



Retour sur la rentrée scolaire

La FSU est allée à la rencontre d'un groupe de Professeurs des Ecoles stagiaires lors d'une RIS à l'INSPE de Draguignan et dans les écoles. Ils sont appelés les « T0 50% ». Ils sont titulaires d'un Master autre que le Master MEEF (Métier de l'Enseignement et de la Formation.)

Que cela signifie-t-il ? Comment se passe le début de carrière aujourd'hui ? Faisons ensemble un retour sur leur première rentrée scolaire.

Quel est votre sentiment vis-à-vis de votre première rentrée scolaire ?

Il y a eu un peu de stress au début, il a très vite disparu face aux élèves. Ensuite il y a une grosse charge de travail les premiers temps. Il faut aussi s'habituer à ce nouvel environnement : élèves / parents / personnels mairie / personnels enseignants et leurs différentes interactions.

Parlez-nous de l'organisation de votre année.

Nous alternons une semaine en classe et une semaine en formation jusqu'aux vacances de février. Ensuite nous basculerons sur une alternance de deux semaines de formation / deux semaines de classe. Nous sommes donc sur la classe à 50 %, nous partageons la classe avec un.e autre T0. L'inconvénient est que nous n'avons que très peu de temps commun dégagé pour se mettre d'accord sur nos pratiques.

Il y a aussi des T0 « 100% » qui sont à temps plein en classe car titulaires du Master MEEF.

La formation suivie jusqu'à présent correspond-elle à tes besoins de début d'année ?

Nous avons le sentiment que les cours auxquels nous assistons sont en décalage par rapport aux besoins, c'est-à-dire qu'il y a beaucoup d'informations très intéressantes qui nous auraient été utiles les premiers jours auprès des

élèves, mais il vaut mieux les recevoir tard que jamais, alors c'est toujours bon à prendre.

Que manque-t-il selon toi ?

Avec toute la partie administrative, il manque un accompagnement à ce niveau-là. Il nous manque du temps d'observation en classe également.



La FSU auprès des stagiaires second degré

Chaque année, les militants FSU du second degré se retrouvent à Nice pour rencontrer les stagiaires lors de leur journée d'accueil dans les amphithéâtres de l'université. Madame la rectrice de l'Académie, les chefs de service du rectorat, les corps d'inspection, les formateurs et les cadres de l'institut de formation sont présents. Toutes disciplines confondues, les stagiaires viennent écouter les informations sur le déroulé de leur année de stage, partagée entre formation et affectation en établissement.

Nous commençons par leur distribuer de la documentation syndicale sur leurs droits et quelques « goodies » en bon français !

Ce premier contact a pour but de les rassurer et de leur donner quelques conseils. En effet, l'année de stage est souvent riche de découverte et d'enthousiasme mais elle est aussi une période de travail très intense où les professeurs en formation vont devoir gérer beaucoup de stress et de pression. Ils doivent à la fois, préparer les cours et les évaluations, gérer leurs classes, assister à leur cours de formation, préparer leur mémoire etc.

Les lieux de formation et d'affectation sont souvent éloignés, ils accumulent donc des temps de transport et de la fatigue. Ils doivent aussi s'organiser avec leur tuteur, établir avec eux une relation de confiance et se préparer aux visites de leur inspecteur. S'ajoute à tout cela, la question de l'affectation pour la prochaine rentrée ! Première étape, la mutation inter-académique fin novembre puis la phase intra-académique, en mars, avec parfois la certitude d'obtenir un poste loin de l'académie ou la ville désirée. Nous serons là pour eux ! Pour leur apporter tout notre soutien et notre expertise.

Cette entrevue est toujours rapide mais elle permet de leur dire à quel point c'est important de ne pas rester replier sur soi et sur les problèmes rencontrés. Qu'ils soient liés à des difficultés d'organisation, de relation au sein de leur établissement ou avec leurs formateurs et évaluateurs. Quels que soient les difficultés rencontrées, il est capital d'en parler à des collègues et des militants des syndicats de la FSU. La plupart du temps, les échanges, les conseils et un accompagnement permettent d'apporter des solutions.

Nous leur renouvelons nos vœux de réussite dans notre académie !

Aurélien SANCHEZ
Geneviève CLERC

Contre l'extrême-droite

Suite aux résultats catastrophiques aux dernières élections européennes, qui ont vu l'extrême droite s'ériger en première force politique, un front républicain, par le biais du Nouveau Front Populaire, s'est mis en place lors des législatives voulues par Macron.

La montée du Rassemblement National qui a, semble-t-il, brisé son plafond de verre, ne doit pas nous laisser insensibles, ni défaitistes.

Nous avons dans le Var de multiples expériences douloureuses, notamment avec les municipalités de Toulon et Fréjus. Les exemples concrets sur leur gestion désastreuse est plus que jamais d'actualité.

Nous avons toutes et tous besoin de nous emparer des questions liées à l'extrême droite.

C'est la raison pour laquelle la FSU, la CGT, Solidaires et VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes), organisent conjointement un stage dédié à la montée de l'extrême droite **le vendredi 29 novembre à la salle Méditerranée à Toulon.**

Quelles réponses syndicales devons-nous apporter face aux idées et agissements de l'extrême droite ?

Ce stage s'articulera autour de débats et prises de paroles d'experts sur ces questions, une communication sera rapidement mise en place.

ATTENTION : inscription avant le 29 octobre auprès de votre syndicat de la FSU

Assemblées Générales des Sections locales de la FSU Var

Ces réunions sont ouvertes à tous.tes les syndiqué.es de la FSU.

Venez nombreux vous informer, échanger, débattre, parler des actions à venir, faire remonter les problèmes locaux,

Ces réunions seront également l'occasion de désigner vos responsables locaux.

Section locale de La Seyne Sur Mer :
Vendredi 11 octobre 2024 à 17h
Lycée Langevin de la Seyne Sur Mer

Section locale de Draguignan :
Mardi 1er octobre 2024 à 12h30
Bourse du travail de Draguignan

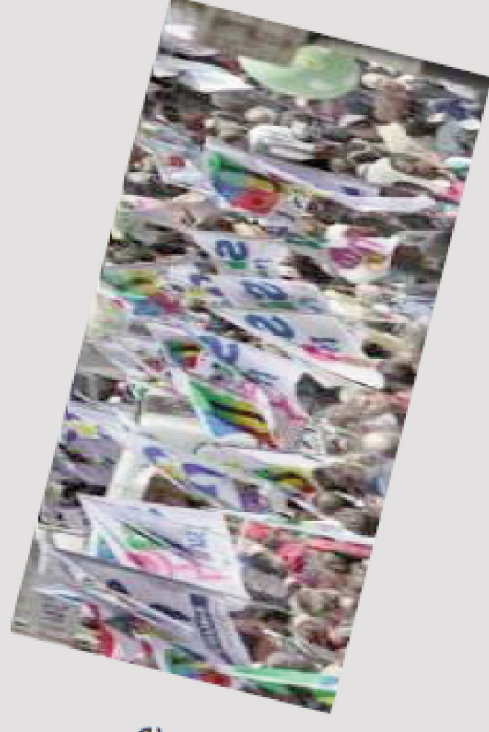




Se syndiquer à la FSU ? Une vraie bonne idée !

Quelques exemples démontrant l'intérêt d'être adhérent.e à la FSU...

- Parce qu'il est essentiel de ne pas rester isolé.e
- Pour défendre sa profession
- Pour changer la société
- Pour être mieux accompagné.e en cas de besoin
- Pour permettre à mon syndicat d'instaurer un rapport de force conséquent
- Pour défendre les droits de toutes et tous
- Pour permettre à mon syndicat d'avoir une assise financière plus confortable
- Pour permettre à mon syndicat d'avoir plus d'heures de décharges et donc, d'être encore plus réactif



Et la liste des bonnes raisons est encore bien longue...

Se syndiquer, c'est être plus forts, efficaces et constructifs ENSEMBLE... pour le prix d'un café engagé par semaine ! Et oui, avec la déduction fiscale de 66% transformée en crédit d'impôt, les deux tiers de votre cotisation sont désormais remboursés (même pour les non imposables). En moyenne, une cotisation équivaut à 50€ par an...1€ par semaine !

Dans le cadre de la Journée Internationale des Migrants (18 décembre), le Collectif Migrants 83 organise un double événement le vendredi 13 décembre :

Pour un accueil digne...

De 18h à 19h à Toulon, place Louis Blanc (en bas du cours Lafayette), un Cercle de Silence et de Parole pour exprimer publiquement notre refus du traitement inhumain et dégradant fait aux migrants en France et en Europe.

L'immigration, une richesse.

A 20h30 à Toulon, au cinéma le Royal, le film de Shu Shu Aiello et Catherine Catella, *Un paese di resistenza*. Comme beaucoup de villages du sud de l'Italie, Riace a longtemps subi un exode rural massif. Un jour, un bateau transportant deux cents kurdes échoue sur la plage. Spontanément, les habitants du village leur viennent en aide. Petit à petit, migrants et villageois vont réhabiliter les maisons abandonnées, relancer les commerces et assurer un avenir à l'école. C'est ainsi que chaque jour depuis 20 ans, le futur de Riace se réinvente.

Inégalités public/privé

France info en collaboration avec Complément d'enquête, ont obtenu les dotations par élève des collèges et lycées en France, publics et privés, qui sont des données internes à l'Éducation Nationale.

L'article explique, ce que nous connaissons dans les établissements : la Dotation Horaire Globale est le total d'heures d'enseignement financées par l'État pour chaque établissement scolaire à répartir entre les niveaux et entre les disciplines, obligatoires et facultatives. D'un établissement à l'autre, le nombre d'élèves, les formations proposées, zone prioritaire ou pas, etc., rendent la comparaison difficile, donc pour évaluer les conditions d'enseignement on calcule un indicateur : le nombre d'heures d'enseignement par élève (H/E). A l'échelon national, le H/E moyen à la rentrée 2023 était de 1.32 dans le second degré (1.19 collèges, 2.18 lycées pro), donc pour 100 élèves 132 heures d'enseignement. Plus il est élevé, meilleures sont les conditions d'enseignement.



Retraité-es

La gestion de la santé c'est notre affaire !

Depuis 10 ans, le groupe des 9* n'a cessé de mettre les questions de santé et de services publics au centre de ses préoccupations et mobilisations. Nous avons décidé de mettre plus fort l'accent sur ces questions car l'aggravation de la situation est alarmante.

En juin, un questionnaire a été envoyé aux syndiqué-es pour faire un point précis de la situation sanitaire dans le Var. Le contexte de juin n'a pas permis d'avoir suffisamment de réponses. Nous allons donc renouveler notre enquête.

Néanmoins les premiers résultats confirment que dans tous les secteurs varois : rural, semi-rural, urbain, péri-urbain, les manques sont criants. Le manque de généralistes affecte les délais de consultation, une moyenne de 10 jours allant jusqu'à un mois. Pour mémoire, il y a quelques années, on pouvait consulter son médecin dans les deux jours en moyenne.



Quant aux spécialistes, c'est abyssal : jusqu'à un an pour l'ophtalmologue ou pour un dermatologue (certains ont même renoncé devant la difficulté à en trouver), jusqu'à 6 mois pour le cardiologue. Pour un rhumatologue, les délais sont de 2 semaines à 2 mois (cela veut dire qu'on ne consulte jamais en crise...)

Et la liste est longue : en fait, quasi toutes les spécialités posent problème. À cela s'ajoutent les distances et les problèmes de transport. Les services d'urgence des hôpitaux publics sont débordés, pourtant certains sont fermés, ce que l'ARS appelle « régulation ».

Un phénomène de fermetures de pharmacies est enclenché, notamment en secteur rural.

Le schéma régional de santé 2023/2028, décidé par l'ARS, ne permettra pas de répondre aux besoins de la population et nous voulons le démontrer publiquement.

Nous avons déjà pris l'initiative d'une conférence gesticulée le 20 septembre (voir page 8) pour alerter et ouvrir la réflexion. Une conférence de presse nationale se tiendra le 9 octobre, relayée dans le Var. N'oublions pas que les questions de santé ne concernent pas que les retraité-es mais toute la population.

Mobilisons-nous ! Et pour commencer, informez-vous sur la situation !

Gilberte MANDON

*Le groupe des 9 c'est 9 organisations de retraité-es qui travaillent ensemble depuis 2014 : FSU, CGT, FO, CGC, CFTC, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et Solidaire.



La FSU tient son congrès

Un moment de débat et de construction pour passer à l'action !



Tous les trois ans, la FSU organise son congrès : en décembre prochain se tiendra tout d'abord le congrès départemental du Var à l'Université de La Garde, qui permettra de préparer le congrès national qui se tiendra du 3 au 7 février 2025 à Rennes. Si vous souhaitez participer au congrès de La Garde, n'hésitez pas à vous rapprocher de votre syndicat.

Ce moment particulier de la vie syndicale permet de se poser pour analyser la période et tracer des perspectives. Car pour le syndicalisme en général, la nécessité de rassembler les personnels pour agir et faire progresser leurs droits n'a jamais été aussi urgente.

Les votes du congrès

Les adhérent.es des syndicats de la FSU vont pouvoir voter sur l'orientation de la Fédération ainsi que sur le rapport d'activité national. Concernant l'orientation, cinq listes sont présentées : Unité Action et sans tendance, École Émancipée et des syndiqué.es hors tendance, Émancipation, Unité Revendications Indépendance Syndicale (URIS), Front Unique. Pour ce qui est du rapport d'activité fédéral national, il sera disponible dans le revue POUR du mois d'octobre. Au niveau du Var, le rapport d'activité sera présenté lors du congrès de La Garde et soumis au vote.

Définir le syndicalisme dont nous avons besoin

Dans le contexte politique et social très difficile que nous connaissons, on peut identifier au moins deux écueils pour l'action syndicale : d'une part, le repli sur la simple défense des intérêts de courte vue en renonçant à relier les questions corporatistes au projet de société qui les sous-tend. Et d'autre part, à l'inverse, la tentation d'actions purement militantes mais déconnectées des salarié.es et de leurs préoccupations, renonçant à faire avec elles et eux, à la manière de « think tanks », sans capacité à créer les rapports de forces et à peser réellement sur le cours des choses.



nir dans le débat public avec pour ambition de porter la voix de celles et ceux que nous rassemblons et défendons au quotidien ? Comment défendre et renforcer les services publics et leurs agent.es ? Mais aussi quel rapport au politique dans notre action syndicale ? De quel syndicalisme avons-nous besoin, alors que CGT et FSU poursuivent et multiplient les contacts et les échanges à tous les niveaux en vue de la création d'un nouvel outil syndical ?

Construire les rapports de force nécessaires

Toutes ces questions s'inscrivent dans un contexte particulièrement tendu dans lequel la FSU a pris ses responsabilités lors de la dernière séquence électorale et encore maintenant pour défendre ni plus ni moins que la démocratie, alors que l'extrême droite était au porte du pouvoir avant l'été. Pour refuser

(suite de la page 6)

Ces explications techniques sont suivies d'une analyse. France info fait ainsi le constat que dans 19 académies sur 24 en France « le H/E moyen des lycées GT est plus élevé dans le privé sous contrat que dans le public ». Ne semble-t-il pas totalement aberrant que l'État lui-même, avec les deniers publics, mette les lycées publics dans de moins bonnes conditions d'enseignement que les lycées privés ?

https://www.francetvinfo.fr/france/rentree/info-franceinfo-rentree-scolaire-de-quels-moyens-dispose-le-college-ou-le-lycee-de-votre-enfant-consultez-ces-donnees-inedites-dans-notre-moteur-de-recherche_6753646.html

Entends-tu le pays ?

La presse commente le gouvernement Barnier et relaie de nombreuses réactions. Pour la FSU et ses syndicats de la FP, il suscite colère et inquiétude. Même Régis Debré le dit « Quand on consulte le peuple, on se doit de l'écouter ! Il y a la constitution et son application ! ». De quelle écoute des citoyens ces choix témoignent-ils ? Quel message est envoyé aux fonctionnaires ? Guillaume Kasbarian est nommé ministre de la FP, lui le cadre LREM en 2017, délégué au logement au gouvernement Attal après sa loi anti-squat, accélérant les procédures d'expulsion, libéral soutenant le CETA en 2017. Anne Genetet à l'Éducation, que rien dans son CV ne peut légitimer, si ce n'est qu'elle est installée à Singapour depuis 2005, peut-être un lien avec ce modèle éducatif ? Et qu'elle soit proche de Gabriel Attal ? (France Inter) Pour Sophie Vénétitay, SNES-FSU, ce choix « méprisant » d'une « 6e ministre en deux ans et demi », est une volonté de tenir la ligne politique du « Choc des savoirs » pourtant désavoué et ne fonctionnant pas dès cette rentrée. Que dire encore, du ministère de l'Égalité des Femmes et des Hommes, « rétrogradé au rang de secrétaire d'État » placé sous la tutelle de Paul Christophe ? (Libération) Le Monde parle d'une politique « conservatrice » en notant la présence de Laurence Garnier et Bruno Retailleau, opposant-e-s au mariage pour tous et contre la constitutionnalité de l'avortement. Nous pouvons même dire, réactionnaire, au vu des positions plutôt extrême droite de ce dernier sur l'immigration.

L'automne s'annonce dans la lutte !



« Une bonne nouvelle : vous allez être hospitalisé ! »

Conférence gesticulée du 20 septembre dernier

Plus d'une cinquantaine de personnes sont venues assister à la conférence gesticulée organisée par le groupe des 9 du Var vendredi 20 septembre à Toulon.

Durant plus d'une heure et demie, le gesticulant, Eric DAVERAT, ex cadre infirmier au CHU de Limoges, a illustré la casse programmée de notre système de santé.

Avec humour, et aussi émotion, nous avons fait le tour des étapes de la dégradation vécue de l'hôpital et du pourquoi de ces dégradations.

Une invitation à la réflexion que nous souhaitons prolonger.

La conférence a été filmée et nous pourrons bientôt la partager.

Si vous êtes intéressé-e, demandez-la à : animationsfrdvar@gmail.com

Gilberte MANDON

**CONFERENCE
GESTICULEE**

ERIC DAVERAT
PRESENTE

**« J'ai une bonne nouvelle :
Vous allez être hospitalisé »**

**Vendredi 20
septembre
2024
A 18 h30**

**Maison de la
Méditerranée**
Rue Commandant Infernet
Port Marchand
A TOULON

SAUVER
NOTRE SECU
POUR SAUVER
NOTRE HOPITAL

A l'initiative du « groupe des 9 » du Var :

Toulon, le 20 septembre



Bulletin FSU N°110, Septembre 2024

A QUI S'ADRESSER ?

FSU

83

Enseignement
Éducation
Recherche
Culture
Formation
Insertion

FSU - Bourse du Travail

13, Avenue Amiral Collet, 83000 TOULON
04.94.93.04.40 fsu83@fsu.fr

Instituteurs, Profs des Ecoles, Pégé **SNUipp**

Aurélien SANCHEZ,
Immeuble le Rond point Ave. Curie, 83160 La Valette
Tél : 04.94.20.87.33 snu83@snuipp.fr

Enseignement secondaire **SNES**

Dominique QUEYROULET,
208 rue Emile Ollivier, 83000 Toulon
Tél : 04.94.92.36.77 s2toulon@wanadoo.fr

Education Physique **SNEP**

Christophe MENDOZE, Philippe ROGERONE,
Sophie SCHONERT
Tél : 04 93 86 19 52,
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 Toulon

Lycées professionnels **SNUEP**

Christian PETIT, FSU Var, 13 Av Amiral Collet
83000 Toulon Tél : 06.88.82.65.42

Agents, Techniciens de labo, Ouvriers et Services agents territoriaux **SNUTER**

Nonce BIONDI, nbiondi@regionpaca.fr ;

Enseignement supérieur, **SNESUP**

Stéphane MOUNIER, stephane.mounier@univ-tln.fr

SNU POLE EMPLOI

Philippe GASTAUD, philippe.gastaud@pole-emploi.fr

Environnement **SNE**

Eric SERANTONI tel : 06 83 99 14 84
Parc National Port Cros Castel Ste Claire 83400 Hyères

Administration scolaire, universitaire, bibliothèques **SNASUB**

Valérie DALMASSO (agents labo) au 06 11 18 62 29

Technique agricole public **SNETAP**

Brice FAUQUANT, brice.fauquant@educagri.fr

Inspection pédagogique **SUI**

Personnels de l'administration Pénitentiaire **SNEPAP**

Protection Judiciaire Jeunesse **SNPES - PJJ**

Infirmières conseillères de santé **SNICS**

Équipement (DDE) **SNUITAM**

Assistants sociaux **SNUAS FP**

FSU VAR, 13 Av Amiral Collet 83000 Toulon

Section fédérale des **retraité-es**

animationsfrdvar@gmail.com

Commission **Femmes** de la FSU du Var

fsu83@fsu.fr



FSU PACA

Bourse du travail,
23 bd Charles Nedelec,
13331 Marseille cédex 3